

Défaillances d'entreprises au 4^e trimestre 2011

Danielle Jabot

Service statistique

A compter du 1^{er} trimestre 2010, les statistiques de défaillances concernent les défaillances d'entreprises en date de jugement

Au 4^e trimestre 2011, 2 553 défaillances d'entreprises ont été jugées en Ile-de-France.

Les défaillances jugées au cours des douze derniers mois dans la région capitale augmentent légèrement par rapport aux douze mois précédents (+ 0,6 %).

Au cours de la même période, le nombre d'entreprises défaillantes est en baisse de 1,4 % en France métropolitaine.

En Ile-de-France, le nombre de défaillances d'entreprises progresse particulièrement dans trois secteurs : enseignement, santé, action sociale (+ 17,2 %), les autres activités de services (+ 9,3 %) et l'hébergement, restauration (+ 6,2 %). A l'inverse, ce nombre diminue dans l'industrie, les activités immobilières et le commerce-réparation (respectivement - 7,5 %, - 4,5 % et - 3,4 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises augmente de façon significative à Paris (+ 14,6 %) et dans les Yvelines (+ 9,1 %). En revanche, il baisse fortement dans le Val-de-Marne (- 14,5 %) et l'Essonne (- 9,8 %).

Rédaction achevée le 4 juin 2012

Les chiffres clés

Données brutes

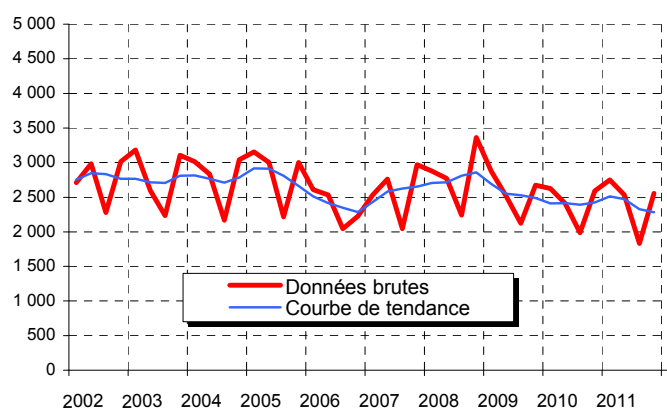
Défaillances d'entreprises en date de jugement	4 ^e trim. 2011	Variation sur une année glissante (%) (1)
Ile-de-France	2 553	0,6
France métropolitaine	12 404	-1,4

(1) Évolution entre les quatre derniers trimestres et les quatre trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : BODACC

Défaillances d'entreprises en date de jugement sur 10 ans



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : BODACC

Défaillances d'entreprises en date de jugement selon le secteur d'activité

Données brutes

Secteurs d'activité	2010				2011	Cumul sur un an (1)	Variation sur une année glissante en % (2)
	4 ^e trim.	1 ^e trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.		
Ile-de-France	2 590	2 748	2 535	1 832	2 553	9 668	0,6
Industrie	141	162	113	110	130	515	-7,5
- dont industrie manufacturière	136	158	110	107	127	502	-7,7
Construction	740	765	794	471	736	2 766	2,3
Commerce, transports, hébergement et restauration	810	866	817	602	799	3 084	-1,1
- Commerce-réparation	507	516	511	399	496	1 922	-3,4
- Transports	111	133	126	67	114	440	-1,8
- Hébergement et restauration	192	217	180	136	189	722	6,2
Information et communication	138	132	119	117	136	504	-2,3
Activités financières	45	57	41	40	51	189	-2,1
Activités immobilières	74	75	52	43	63	233	-4,5
Activités de services spécialisées et de soutien	447	466	386	293	420	1 565	0,5
Enseignement, santé, action sociale	68	73	78	53	68	272	17,2
Autres activités de services	127	152	135	103	150	540	9,3
France métropolitaine	12 461	14 126	12 504	10 041	12 404	49 075	-1,4

(1) Somme des 4 derniers trimestres

(2) Evolution entre les 4 derniers trimestres et les 4 trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : BODACC

Défaillances d'entreprises en date de jugement selon les départements

Données brutes

Départements	2010				2011	Cumul sur un an (1)	Variation sur une année glissante en % (2)
	4 ^e trim.	1 ^e trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.		
Paris	616	690	604	492	690	2 476	14,6
Hauts-de-Seine	297	329	292	250	313	1 184	3,2
Seine-Saint-Denis	433	378	422	262	366	1 428	-9,2
Val-de-Marne	256	278	230	144	265	917	-14,5
Seine-et-Marne	254	236	218	135	232	821	-2,1
Yvelines	202	296	243	205	219	963	9,1
Essonne	251	244	218	156	233	851	-9,8
Val-d'Oise	281	297	308	188	235	1 028	3,3
Ile-de-France	2 590	2 748	2 535	1 832	2 553	9 668	0,6

(1) Somme des 4 derniers trimestres

(2) Evolution entre les 4 derniers trimestres et les 4 trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : BODACC

METHODOLOGIE :

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue de ces procédures.

La notion de défaillance est différente de celle, plus large de cessation qui correspond à l'arrêt total de l'activité économique d'une entreprise. Une cessation est consécutive à la mort « naturelle » d'une entreprise quand le chef d'entreprise prend l'initiative de cesser son activité.

Sources : les statistiques de défaillances proviennent du BODACC (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales), qui publie tous les mois les jugements intervenus au cours des mois précédents. Des aléas techniques peuvent faire varier considérablement le volume des publications (vacances, grèves, rattrapages ...). Compte tenu du décalage entre la date du jugement et celle de la publication, il faut attendre environ six mois pour que la statistique à la date du jugement soit pratiquement définitive. Les données utilisées dans ce document sont celles en date de jugement.

Champ des données : afin d'harmoniser les séries des créations et des défaillances d'entreprises, le champ des défaillances a été élargi au secteur financier et aux activités de l'éducation, de la santé et de l'action sociale (inclus dans le secteur tertiaire). La série des défaillances a été recalculée depuis 1993 avec le nouveau champ élargi. Dorénavant, les séries de défaillances couvrent l'ensemble des secteurs d'activités marchandes, hors agriculture.